

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/259

21 juillet 1999

(99-3037)

Conseil général

Original: anglais

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Assistance technique

*Communication du Canada, du Danemark, de la Norvège,
des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse*

La Mission permanente de la Norvège a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 juillet 1999. Une lettre datée du 12 juillet 1999, adressée par le coordinateur du Groupe africain de l'OMC à l'Ambassadeur et Représentant permanent de la Norvège, dont le texte est reproduit en annexe au présent document à la demande de la Norvège, est jointe aussi à la communication.

Proposition

1. Il est proposé que la troisième Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle réaffirme l'importance de la coopération technique en tant que partie intégrante des activités de l'OMC. La responsabilité du financement de ces activités devrait donc être partagée par tous les Membres. Il est proposé que la Conférence décide que l'assistance technique sera en principe financée sur le budget ordinaire. L'assistance technique visera à répondre aux besoins liés à la mise en œuvre des Accords de l'OMC et des déclarations ministérielles et à l'intégration des pays en développement au système commercial international. Il est proposé, en outre, que la Conférence ministérielle décide qu'il sera possible d'affecter des ressources supplémentaires à l'assistance technique en augmentant le budget ordinaire et non par le biais de réaffectations. L'augmentation du budget nécessaire pour satisfaire au moins la demande annuelle courante d'assistance technique, soit 10 millions de francs suisses, s'échelonnera progressivement à concurrence de ce montant sur une période de trois ans à compter de l'an 2000. Les Ministres reconnaissent que cela n'exclut pas que des contributions extrabudgétaires puissent être versées.

Contexte

2. La coopération technique est une question systémique dont l'importance est fondamentale, comme en témoignent les dispositions pertinentes des Accords de l'OMC et comme l'ont confirmé les Ministres lors des Conférences ministérielles de l'OMC. L'assistance technique a pour but de renforcer les capacités institutionnelles et humaines et de développer la faculté que les Membres, notamment les pays en développement et les PMA, ont d'exercer leurs droits et de s'acquitter de leurs obligations. L'assistance technique entre pour une part importante dans l'intégration des pays en développement au système commercial multilatéral, mais elle ne remplace pas les autres actions menées par les Membres qui peuvent contribuer à mieux intégrer les pays en développement au système commercial international.

3. Les activités de coopération technique ont plus que quadruplé entre 1995, date de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, et 1998. La demande d'assistance technique fournie par l'OMC, y compris les activités financées par le biais de différents fonds d'affectation spéciale, devrait représenter environ 10 millions pour 1999. En 1999, 716 000 francs suisses ont été octroyés par le biais du budget ordinaire de l'OMC, ce qui ne représente que 0,56 pour cent du budget total de l'OMC qui s'élève à 127 millions de francs suisses.

4. Cette forte dépendance à l'égard des contributions volontaires extrabudgétaires versées par certains Membres a même augmenté ces dernières années. Quatre-vingts pour cent des activités de coopération technique étaient financées en 1998 par le biais de contributions volontaires extrabudgétaires émanant de plusieurs Membres, mais il est prévu que cette proportion atteigne 90 pour cent en 1999, d'où une forte volatilité ainsi qu'une grande incertitude quant au maintien de la disponibilité des fonds. En outre, la dépendance à l'égard d'aides financières ponctuelles qui sont octroyées chaque année en fonction de la situation financière et des priorités de chaque Membre rend difficile la planification même à court terme des activités de coopération technique. En juillet 1999, un Fonds global d'affectation spéciale pour la coopération technique a été créé afin de gérer avec plus d'efficacité les ressources extrabudgétaires. Ce Fonds d'affectation spéciale servira, comme auparavant, de base pour le financement extrabudgétaire.

5. Le financement des activités menées par l'OMC au titre du Cadre intégré, issues de la Déclaration de Singapour, a dû être assuré par les fonds d'affectation spéciale à la disposition du Secrétariat. De plus, la Réunion de haut niveau a aussi approuvé deux recommandations ayant des incidences pour la coopération technique: l'une porte sur les efforts visant à aider les pays les moins avancés dans le processus d'accession, et l'autre sur l'aide à leur apporter dans la préparation de l'examen de leur politique commerciale.

6. La capacité limitée du Secrétariat et la nécessité d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de l'assistance technique exigent une coopération plus étroite entre le Secrétariat et d'autres organisations internationales compétentes pour renforcer l'intégration des pays en développement au système commercial international. En outre, il est nécessaire d'adopter une démarche plus rationnelle pour répondre à la demande d'assistance technique émanant des Membres en établissant des plans à moyen et long termes.

7. La solution, si l'on veut garantir durablement le financement de l'assistance technique, consiste à augmenter le budget ordinaire de l'OMC à cette fin.

ANNEXE

Lettre adressée par le coordinateur du Groupe africain de l'OMC, M. l'Ambassadeur Rana
du Kenya à l'Ambassadeur et Représentant permanent de la Norvège,
Son Excellence M. Håre Bryn

"Permettez-moi, en qualité de coordinateur du Groupe africain de l'OMC, de vous remercier de la confiance accordée par la délégation norvégienne aux membres du Groupe africain de l'OMC, fort de laquelle vous avez transmis la proposition norvégienne au Groupe africain pour examen.

Le Groupe a examiné avec soin la proposition norvégienne concernant l'assistance technique à sa réunion du 9 juillet 1999. Les Membres se sont félicités de la proposition et sont convenus de l'appuyer. Il a été considéré que l'assistance technique était l'une des questions prioritaires les plus importantes pour les pays africains dans le système commercial multilatéral. L'assistance technique est une activité essentielle de l'OMC, une condition préalable à l'exécution par les Membres africains de leurs obligations et engagements et, partant, une condition nécessaire pour leur intégration au système commercial multilatéral.

Lors de l'examen du projet norvégien, les Membres se sont souvenus des débats de la 27^{ème} session du Comité du commerce et du développement du 8 juillet 1999 et ont à nouveau exprimé leur inquiétude face au rapport du Secrétariat de l'OMC faisant état du déficit enregistré par l'OMC dans la fourniture de l'assistance technique. À cet égard, la proposition norvégienne, aux termes de laquelle l'assistance technique de l'OMC devrait être financée sur le budget ordinaire, a été fortement appuyée.

Dans le même temps, je devrais appeler votre attention sur le fait qu'il a été estimé que "tous" les Membres ne seraient pas à même d'assumer la responsabilité du financement des activités de coopération technique, en particulier les Membres africains qui sont les principaux bénéficiaires.

Vous souhaiterez peut-être distribuer cette lettre en annexe à la proposition norvégienne pour attester du soutien du Groupe africain de l'OMC et de la position et des préoccupations du Groupe en ce qui concerne la question de l'assistance technique."
